

DROIT FAMILIAL : MODÈLES ET COMMENTAIRES PRATIQUES

Stéphanie JAUMOTTE

Editeur responsable: Hans Suijkerbuijk
© 2017 Wolters Kluwer Belgium SA
Waterloo Office Park
Drève Richelle 161 L
1410 Waterloo
Tél.: 0800 16 868
Fax: 0800 17 529
www.wolterskluwer.be
E-mail: client.BE@wolterskluwer.com

Hormis les exceptions expressément fixées par la loi, aucun extrait de cette publication ne peut être reproduit, introduit dans un fichier de données automatisé, ni diffusé, sous quelque forme que ce soit, sans l'autorisation expresse et préalable et écrite de l'éditeur.

D/2017/2664/457
ISBN 978-90-46-58915-1
BP/MODFAM-BI17001

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	III
PRÉFACE	V
I. LA COHABITATION DE FAIT	1
II. LA COHABITATION LÉGALE	5
A. LA VIE COMMUNE	9
1. Les conditions de la cohabitation légale	9
2. Le refus de l'Officier de l'état civil d'acter la déclaration de cohabitation légale	9
2.1. Principes	9
2.2. Procédure	10
3. La déclaration de cohabitation légale	11
4. Le contrat de cohabitation légale	11
4.1. Les principes de base	11
4.1.1. La protection du logement	11
4.1.2. La contribution aux charges du ménage	12
4.1.3. La solidarité	13
4.1.4. Patrimoines	13
4.2. La convention de cohabitation légale	13
B. LA FIN DE LA COHABITATION LÉGALE	15
1. La séparation – les mesures urgentes et provisoires	15
2. La cessation de la cohabitation légale	15
C. MODÈLES	17
Modèle II.1. : Citation en opposition à la décision de refus d'acter la déclaration de cohabitation légale	18
Modèle II.2. : Déclaration de cohabitation légale	20
Modèle II.3. : Citation en annulation d'un acte accompli en violation de l'article 215 C. civ. (art. 224 C. civ.)	21
Modèle II.4. : Requête en autorisation de poser seul un acte visé à l'article 215 C. civ. (art. 215, § 1 ^{er} , al. 3, C. civ.)	24
Modèle II.5. : Requête en obtention d'une contribution aux charges du ménage (art. 1477, § 3, C. civ.)	26
Modèle II.6. : Convention de cohabitation légale	29
Modèle II.7. : Requête en mesures urgentes et provisoires entre cohabitants légaux (art. 1479, al. 1 ^{er} et 2, C. civ., et 1253 ^{ter} /5 C. jud.)	32
Modèle II.8. : Déclaration commune de cessation de cohabitation légale	39
Modèle II.9. : Déclaration unilatérale de cessation de cohabitation légale	40

III. LE MARIAGE	41
A. LA VIE COMMUNE	43
1. Les conditions du mariage	43
2. Le choix du régime matrimonial	44
3. Le refus de l'Officier de l'état civil de célébrer le mariage	46
3.1. Principes	46
3.2. Procédure	47
B. LA SÉPARATION	49
1. Les résidences séparées	49
2. Le devoir de secours entre époux	49
2.1. Principes	49
2.2. Procédure	51
C. LE DIVORCE	53
1. Le divorce par consentement mutuel	53
1.1. Les conventions préalables à divorce par consentement mutuel	53
1.1.1. Article 1287 du Code judiciaire	54
1.1.1.1. La faculté de faire dresser inventaire	54
1.1.1.2. Règlement et partage	54
1.1.1.3. Les droits successoraux	56
1.1.1.4. La modification du règlement transactionnel	56
1.1.2. Article 1288 du Code judiciaire	56
1.1.2.1. Mesures relatives aux époux	56
1.1.2.2. Mesures relatives aux enfants	57
1.2. La requête en divorce	58
1.3. La procédure	59
1.3.1. Avis du procureur du Roi	59
1.3.2. Comparution	59
1.3.3. Modification des conventions préalables	60
1.3.3.1. Pouvoir de contrôle du tribunal concernant les conventions relatives aux enfants mineurs	60
1.3.3.2. Modification à l'initiative des parties	61
1.3.4. Voies de recours	61
2. Le divorce pour cause de désunion irrémédiable	62
2.1. L'introduction de la procédure	62
2.2. Le divorce sur pied de l'article 229, § 1 ^{er} , du Code civil	63
2.3. Le divorce sur pied de l'article 229, § 2 ou § 3, du Code civil	64
2.4. Le jugement de divorce et sa transcription	64
2.5. Autres demandes	65
2.5.1. Désignation d'un notaire-liquidateur	65
2.5.2. Pension alimentaire après divorce	66
2.5.3. Avoirs constitués et dettes contractées après le début de la séparation de fait	68
2.5.4. Mesures urgentes et provisoires	69
2.5.4.1. Les résidences séparées	69
2.5.4.2. Le devoir de secours entre époux	69
2.5.4.3. Les mesures quant aux biens	70

D. MODÈLES	71
Modèle III.1. : Requête en dispense d'âge pour contracter mariage	72
Modèle III.2. : Requête en autorisation de contracter mariage	74
Modèle III.3. : Requête en autorisation à accomplir seul un acte de gestion du patrimoine commun	76
Modèle III.4. : Requête en interdiction d'accomplir seul un acte de gestion du patrimoine commun (art. 1421 C. civ.)	78
Modèle III.5 : Citation en annulation d'un acte posé en violation de l'article 1417 ou 1418 ou 1419 du Code civil (art. 1422 et 1423 C. civ.)	80
Modèle III.6. : Requête en mainlevée d'une décision de refus de célébrer le mariage	83
Modèle III.7. : Requête en annulation de mariage	86
Modèle III.8 : Citation en autorisation à résider séparément (art. 223 C. civ. et 1253ter/5 C. jud.) – mesures provisoires	90
Modèle III.9 : Citation fondée sur les articles 213, 221 et 223 du Code civil et 1253ter/4 et /5 du Code judiciaire	93
Modèle III.10 : Conventions préalables à divorce par consentement mutuel	98
Modèle III.11 : Requête en divorce par consentement mutuel	113
Modèle III.12 : Citation en divorce pour cause de désunion irrémédiable	115
Modèle III.13 : Requête conjointe en divorce pour cause de désunion irrémédiable	118
Modèle III.14 : Requête en divorce pour cause de désunion irrémédiable (art. 229, § 3, C. civ.)	121
Modèle III.15 : Conclusions en pension alimentaire après divorce	124
Modèle III.16 : Requête en divorce pour cause de désunion irrémédiable et mesures réputées urgentes	131
 IV. LES ENFANTS	 141
A. L'AUTORITÉ PARENTALE	143
1. L'autorité parentale sur la personne de l'enfant	143
2. La gestion des biens de l'enfant	143
3. Les modalités d'exercice de l'autorité parentale	144
3.1. L'exercice conjoint de l'autorité parentale	144
3.2. L'exercice exclusif de l'autorité parentale	145
3.3. L'exercice modalisé de l'autorité parentale	146
 B. LES MODALITÉS D'HÉBERGEMENT	 147
1. Dans le cadre de l'exercice conjoint de l'autorité parentale	147
2. Dans le cadre de l'exercice exclusif de l'autorité parentale	148
3. Hébergement égalitaire et contre-indications	148
 C. LES OBLIGATIONS FINANCIÈRES	 151
1. La contribution alimentaire	152
1.1. Les facultés des père et mère	153
1.2. Les frais ordinaires de l'enfant	153
1.3. Les frais extraordinaires	154
1.4. Les modalités d'hébergement	154
1.5. Le montant des allocations familiales et des avantages sociaux et fiscaux de tous types	154
1.6. Les revenus de la jouissance des biens de l'enfant	155
1.7. Les circonstances particulières	155

1.8. L'indexation de plein droit	155
1.9. Le compte-enfant	156
1.10. La mutabilité de la contribution alimentaire	156
1.11. La délégation de sommes	157
2. Les frais extraordinaires	157
3. Les allocations familiales	159
4. L'avantage fiscal	160
D. PROCÉDURE	161
1. Compétence	161
2. Introduction de la cause	161
3. Saisine permanente	161
4. Audition de l'enfant	162
E. MODÈLES	163
Modèle IV.1. : Requête en émancipation d'un enfant mineur (art. 477 C. civ.)	164
Modèle IV.2. : Requête en autorisation de poser un acte pour un enfant mineur (art. 378 C. civ.)	168
Modèle IV.3. : Modalités d'exercice de l'autorité parentale	171
Modèle IV.4. : Modalités d'hébergement d'un enfant mineur	173
Modèle IV.5. : Compte enfant	176
Modèle IV.6. : Requête en contribution alimentaire pour un enfant mineur	178
Modèle IV.7. : Requête en condamnation au paiement d'une contribution aux frais d'entretien et d'éducation pour un enfant majeur	183
Modèle IV.8. : Définition des frais extraordinaires	189
Modèle IV.9. : Conclusions en saisine permanente	191
Modèle IV.10. : Requête conjointe en mesures relatives à un enfant mineur	197
V. LA FILIATION	203
A. ÉVOLUTION RÉCENTE	205
B. PRINCIPES	207
1. Enjeux	207
2. Types de filiation	208
C. ÉTABLISSEMENT DE LA FILIATION	209
1. La filiation maternelle	209
1.1. Inscription du nom de la mère dans l'acte de naissance	209
1.2. Reconnaissance	209
1.3. Action en recherche de maternité	210
1.4. Contestation de maternité	211
2. La filiation paternelle	213
2.1. Présomption légale de paternité	213
2.2. Reconnaissance	214
2.3. Action en recherche de paternité	215
2.4. Contestation de paternité	217
2.5. Action alimentaire non déclarative de filiation	219

3. La comaternité	220
3.1. Présomption légale de comaternité	220
3.2. Reconnaissance	220
3.3. Action en recherche de comaternité	221
3.4. Contestation de comaternité	222
4. La désignation d'un tuteur <i>ad hoc</i>	225
5. « Le civil tient le pénal en l'état »	225
D. MODÈLES	227
Modèle V.1 : Citation en établissement judiciaire de la maternité de la mère biologique	228
Modèle V.2 : Citation en annulation d'une reconnaissance mensongère (maternité)	233
Modèle V.3 : Citation en autorisation de reconnaissance d'un enfant mineur en cas de refus de consentement du parent légal et/ou de l'enfant âgé de plus de 12 ans	238
Modèle V.4 : Citation en établissement judiciaire de la paternité du père biologique	243
Modèle V.5 : Citation en vue d'obtenir les consentements nécessaires à une reconnaissance de paternité (art. 329 <i>bis</i> C. civ.)	248
Modèle V.6 : Citation en contestation de la présomption de paternité	253
Modèle V.7 : Citation en annulation d'une reconnaissance mensongère (paternité)	259
Modèle V.8 : Requête fondée sur les articles 336 et suivants du Code civil	265
Modèle V.9 : Citation en autorisation de reconnaissance d'un enfant mineur en cas de refus de consentement du parent légal et/ou de l'enfant âgé de plus de 12 ans (comaternité)	268
Modèle V.10 : Citation en établissement judiciaire de la comaternité	273
Modèle V.11 : Citation en contestation de la présomption de comaternité	277
Modèle V.12 : Citation en annulation d'une reconnaissance mensongère	283
Modèle V.13 : Requête en désignation d'un tuteur <i>ad hoc</i>	288
VI. LE DROIT AUX RELATIONS PERSONNELLES	291
A. MODÈLES	295
Modèle VI.1: Requête en obtention de l'exercice du droit aux relations personnelles (personne justifiant d'un lien d'affection particulier avec l'enfant) (art. 375 <i>bis</i> C. civ. et 1253 <i>ter</i> /4, § 2, 3°, C. jud.)	296
VII. DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ	299
A. LE PARTENARIAT ENREGISTRÉ	303
B. LE MARIAGE	305
1. La célébration du mariage et les conditions de fond	305
2. Les effets du mariage (à l'exclusion des aliments)	305
3. Le régime matrimonial	306
4. Le divorce	306
C. LES ENFANTS	309
D. LA FILIATION	311
E. LES OBLIGATIONS ALIMENTAIRES	313

VIII. PROCÉDURE	315
A. SYNTHÈSE DU CHEMINEMENT D'UN DOSSIER « CLASSIQUE » EN DROIT DE LA FAMILLE	317
B. FORME DES CONCLUSIONS	321
C. LA REQUÊTE D'APPEL	323
D. MODÈLES	325
Modèle VIII.1 : Première lettre à la partie adverse	326
Modèle VIII.2 : Forme des conclusions	327
Modèle VIII.3 : Requête d'appel	337
IX. BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE	341
A. OUVRAGES GÉNÉRAUX	343
B. LE MARIAGE	345
C. LES ENFANTS	351
D. LA FILIATION	355
E. LE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ	359
F. LA PROCÉDURE ET LE TRIBUNAL DE LA FAMILLE	361